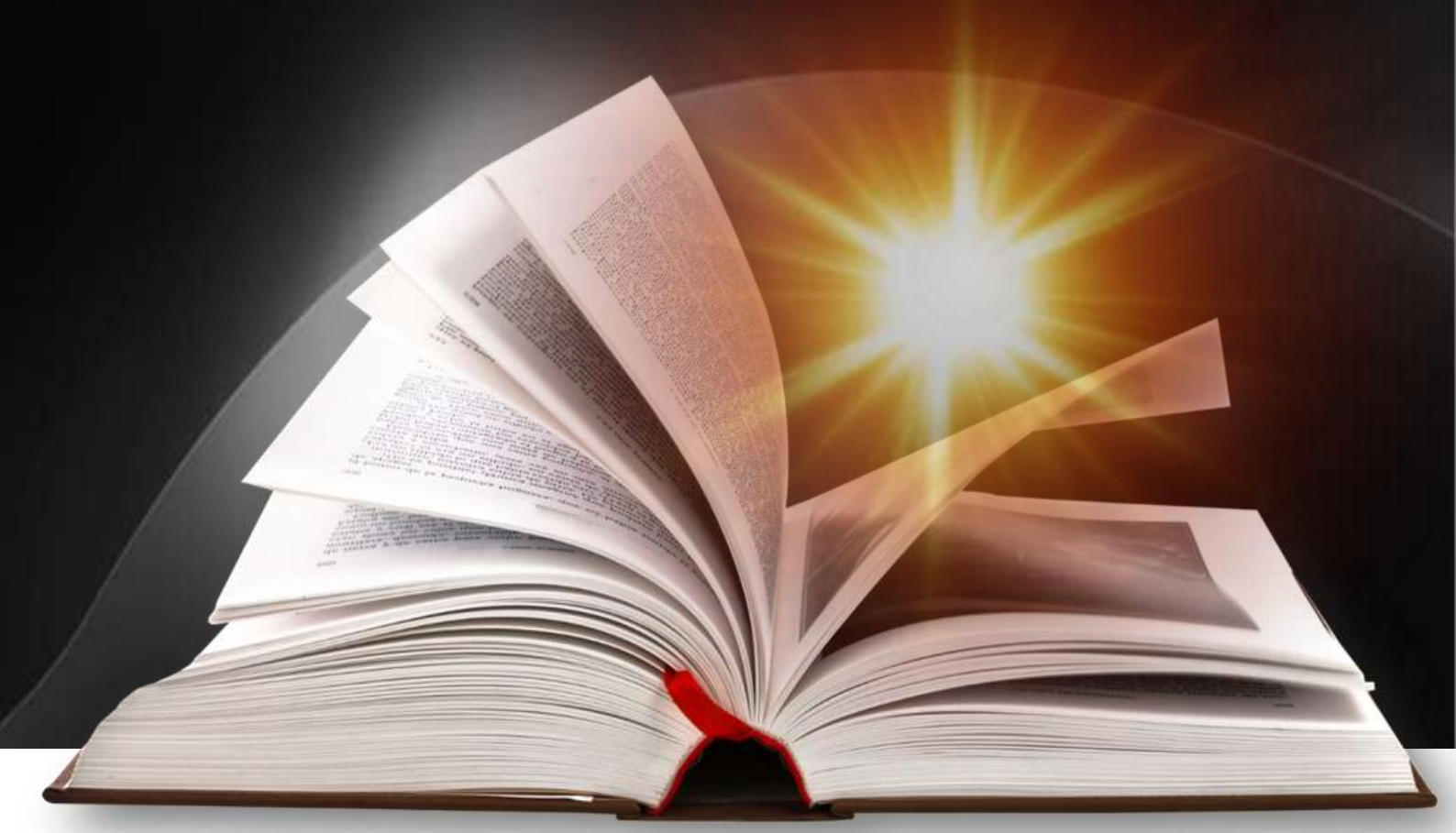
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 3, n°3, Sept - Déc 2024

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

Leaders politiques, gouvernance et développement socio-économique de l'espace songye dans la province de Lomami

[Political Leaders, Governance, and Socio-Economic Development in the Songye Area of Lomami Province]

Désiré BABILONGO MUEPU[1]
Université Officielle de Mbujimayi/RD Congo
Email : babilongomuepu@gmail.com

Jeef MUDIMBI KAPILU[1]
Université de Lubumbashi/RD Congo
Email : jeefmudimbi@gmail.com

Lazare TSHIPINDA KASONGA[1]
Université Officielle deMbujimayi/RD Congo
Email : tshipinda2014@gmail.com

Wiliam KABEYA BADIAMBUJI[1]
Université Officielle de Mbujimayi
Email : williamkabeyabadiambuji@gmail.com

ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)
ISSN : 2790-6248
e-ISSN : 2790-6256
© Editions Lumumba - APANAEFJ
Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010
du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont repértoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, OpenEdition Books, la plateforme Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

- Pan African Youth Journal –

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre
Prix du numéro : 45 USD
Abonnement annuel : 100 USD
Version numérique disponible sur : www.afriscience.org

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :
@editionslumumba | @afriscience

Imprimé en République Démocratique du Congo

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec une ferveur renouvelée et un sens aigu de notre responsabilité intellectuelle que nous vous convions à franchir les portes de cet espace unique, dédié à la célébration de l'intelligence et de la créativité africaines dans toute leur splendeur. La **Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)** se positionne ici comme un carrefour où se croisent réflexion académique et innovation pragmatique, dans une quête inlassable de réponses aux défis multiformes de notre époque.

Dans un monde en constante mutation, cette revue se veut une boussole, orientant les esprits curieux vers des territoires inexplorés de la pensée critique. Chaque article, chaque réflexion, chaque témoignage publié dans ces pages transcende les barrières géographiques et culturelles, tissant une toile intellectuelle où l'Afrique dialogue avec le reste du monde. Loin des visions simplistes et uniformisantes, cette revue offre une lecture plurielle et nuancée, où la diversité des perspectives est érigée en moteur de compréhension et de transformation.

Ce numéro particulier s'inscrit dans une dynamique audacieuse : celle de faire rayonner non seulement l'ingéniosité scientifique, mais également la richesse des expériences humaines qui en sont le socle. À travers des contributions d'une rigueur exemplaire, nos auteurs dévoilent des idées qui jaillissent des contextes de résilience et d'espoir, et qui trouvent leur force dans l'intersection de disciplines, de cultures et de visions. Ces pages témoignent d'une Afrique en mouvement, une Afrique créative et porteuse de solutions pour un avenir plus inclusif et durable.

Loin d'être un simple réceptacle de savoirs, cette revue est un espace vivant, animé par une communauté d'auteurs, de chercheurs et de penseurs qui s'engagent à poser des jalons pour le développement scientifique et social. Ensemble, ils bâtissent des ponts entre l'universel et le particulier, entre le local et le global, démontrant que l'innovation africaine est non seulement pertinente, mais essentielle à l'évolution des sociétés contemporaines.

Notre comité éditorial, appuyé par une équipe scientifique d'excellence, veille à garantir une qualité irréprochable à chaque publication. Ce travail collaboratif, empreint de rigueur et d'éthique, reflète notre ambition de faire de la RPJ un vecteur de transformation sociale et une tribune où les voix africaines s'expriment avec force et conviction. Chaque numéro est une invitation à repenser les paradigmes dominants, à déconstruire les stéréotypes, et à envisager de nouvelles façons de concevoir le rôle de l'Afrique dans le monde.

Alors que vous parcourez ces pages, nous espérons que vous serez saisi(e)s par l'ampleur des idées, la profondeur des analyses et la portée des visions qui y sont présentées. Plus qu'une lecture, cette revue est une expérience, une immersion dans un univers où la science et la pensée critique façonnent les contours d'un avenir prometteur.

Plongez dans cette aventure intellectuelle, où l'Afrique se réinvente et inspire le monde. Ensemble, poursuivons le rêve d'un continent qui, par sa richesse intellectuelle et sa créativité, se hisse au rang des acteurs incontournables de la réflexion mondiale.

Bonne lecture et bienvenue dans cet univers d'idées, d'innovations et de découvertes !

L'équipe éditoriale

Equipe de la revue

Comité de rédaction :

- Directeur de Publication : M. le Pr. Basile Mulwani Makelele, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. Philippe Kasongo Maloba Tshikala, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. Valery Ngoy Ndala, RD. Congo
- Secrétaire éditorial : William Agbaka, Bénin
- Coordinateur du processus d'adhésion : M. Josué Lwamba, RD Congo
- Gestionnaire administratif : Banon Zinsou Côme, Bénin
- Gestionnaire financière : Clarisse Mwelwa Bilepo, RD Congo
- Coordinateur des partenariats : Fidèle Bukasa Kabwe, RD Congo
- Traducteur en chef : Dr. Fo-Koku D. Woameno, Togo
- Responsable de la publication en ligne : M. Mayou Nkensa, Cameroun

Comité scientifique :

- Dr. Abdoulaye OUEDRAOGO, PhD en Gestion de Projets, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) au Burkina Faso, Burkina Faso
- Dr. Abi-Kaberou Gildas, PhD en Sciences de l'Education, Ecole Normale Supérieure (ENS/Porto-Novo) et à l'Institut de Psychologie de Travail et des Organisations (PTO), Bénin
- Dr. Adaba Koffi Amessou, PhD en Sociologie (Sociologie Politique), Université de Lomé, Togo
- Dr. Adrien Mazanga Nakunyi, PhD en Sciences de l'Education, Université Simon Kimbangu de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Akimou TCHAGNAOU, PhD en Sciences de l'Education et de la Formation, Université André Salifou de Zinder, Niger
- Dr. AMBOMBI EYOLO Azede Espoir, PhD en criminologie, PhD en pédagogie, en psychologie des organisations, Directeur de la chaire MBA, Afrikan campus, Formateur à l'école de police du Congo, Congo Brazza
- Dr. Amoussou Franck, PhD en Linguistique Anglaise Appliquée, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Andi Cudai Nur, PhD en Education, Makassar State University, Indonésie
- Dr. Ballo Drisa, PhD en Roman africain, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali
- Dr. Basile Mulwani Makelele, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Bernard Aristide BITOUGA, PhD en Anthropologie (Anthropologie sociale et culturelle), Université de Douala, Cameroun

- Dr. Bruno Duovany BEKOLO ENGOUDOU, PhD en ethnologie-anthropologie, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Carine Nadège BOUMA, PhD en Droit privé, Université de Bamenda, Cameroun
- Dr. Dédé Terence, PhD en Lettres, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Doba SORO, PhD en Anthropologie Sociologie, Université Polytechnique de Man, Côte d'Ivoire
- Dr. Dre NGONO OSSANGO PANGRACE, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du développement humain, Université de Yaoundé, Cameroun
- Dr. ESSOME LELE GIslain Arnaud, PhD en Langue et Linguistique espagnoles, option Sémiotique iconotextuelle, Asociación de Cervantistas ECLLA – Études du Contemporain en Littératures, Langues et Arts, UJM Saint-Étienne UFD LLSL – Littératures, Langues et Sciences du Langage, Univ. Maroua, Cameroun
- Dr. Fidélie NTSHIKALA MBUYA, PhD en Psychologie, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Fo-Koku D. Woameno, PhD en Littérature et civilisation américaine, Université de Lomé, Togo
- Dr. Gano Nouhou, PhD en Analyse du discours, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Dr. Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD en Sciences de l'éducation, Spécialité : Politiques éducatives (Éducation inclusive), Ecole Normale Supérieure/Koudougou, Burkina Faso
- Dr. Ilunga Bumute Christian, PhD en Psychologie, Université de Likasi, RD Congo
- Dr. Jean Pierre Kayembe Kayembe, PhD en Chimie, Rhodes University, South Africa
- Dr. Jeef TSHITAMBA KABALA, PhD en Sciences Politiques et Administratives, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. José NGOY WA NGOY TWITE, PhD en Psychologie du travail, spécialité : psychopathologie du travail, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Kabiena Kuluila Pierre Valery Dieudonné, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kabuya-Kabeya Sthilobo Hilaire, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kaniki Wa Cilombo Joseph-Robert, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. KONGUE Toyindou, PhD en Géographie, Option Géographie humaine, rurale et économique, Université de Lomé, Togo

- Dr. KONÉ PATRICE M'BÉTIEN, PhD en Criminologie, Université Félix Houphouet Boigny, Côte- d'Ivoire
- Dr. KOUADIO BAYA BOUAKI, PhD en Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. KOUADIO Yao Adoman Francis, PhD en Sociologie politique, West Africa Social Science Laboratory, Côte- d'Ivoire
- Dr. Lago Blé Angelin, PhD en Histoire, Université Jean-Lorougnon Guede, Côte d'Ivoire
- Dr. Lokossou Bonaventure, PhD en audiovisuel et de l'information, de la communication, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Matthias Cinyabuguma, PhD en Economie, Banque mondiale, RD Congo
- Dr. MBANGI MBONZALE, PhD en sciences sociales, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. MBULA MUSASA M. Serge Caleb, PhD en Sciences (Géologie du Pétrole), Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa, RD Congo
- Dr. Metsena Ndjavoua, PhD en Histoire des Relations Internationales, Université de Maroua (Cameroun)/ Institut Universitaire de Développement International (IUDI), Cameroun
- Dr. Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, PhD en Sciences Économiques et de gestion, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali
- Dr. Moussa Coulibaly, PhD en Sciences du langage et de la Communication, Université Assane Seck de Ziguinchor du Sénégal, Sénégal
- Dr. Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, PhD en santé, Santé publique, épidémiologie, biostatistique, recherche en santé, Hôpital de référence de Maradi, Niger
- Dr. Nebie Boukary, PhD en Sciences du Langage, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Dr. Ngala Ntumba Peter, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. NGOIE KAZIMINGI Patrick, PhD en Sciences de l'Education, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Ngoy Ndombe Alain, PhD en Droit, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Nkongolo Mulami Kapweka Alphonse, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Norbert Aimé MELINGUI AYISSI, PhD en Histoire, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Ntita Ntita Jean Christ, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo

- Dr. Nyebe Atangana Sandrine, PhD en Sciences de l'Education, Membre du Laboratoire BONHEURS, CY Cergy Paris Université, Cameroun
- Dr. Outéndé TOUNDOU, PhD en Physiologie végétale, Agrophysiologie, fertilisation des sols, Université de Lomé, Togo
- Dr. Philippe KASONGO MALOBA TSHIKALA, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, Belgique
- Dr. Raymond-Bernard AHOUANDJINOU, PhD en socio-anthropologie, andragogue et juriste, Association Internationale des Sociologues de Langue Française et du Centre d'Etudes et de Recherche en Education et Interventions Sociales pour le Développement (CEREID), Bénin
- Dr. Richard Muimbi Kitumba, PhD en Droit, Université de Kabinda, RD Congo
- Dr. SAIDI Hicham, PhD en sciences économiques et gestion, Université Moulay Ismaïl, FSJES – Meknès, Maroc
- Dr. SIDIBÉ OUSMANE, PhD en Linguistique du Discours, Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
- Dr. Tamia Jules-Amstrong, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du Travail et des Organisations, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Xie Huifang, PhD en Sciences de l'Education, Université pédagogique d'Etat du Liaoning, Chine
- Prof. Dr. DIEU LOBA ARNAUD, Professeur titulaire CAMES, Université Félix Houphouet Boigny, Côte d'Ivoire.

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

Leaders politiques, gouvernance et développement socio-économique de l'espace songye dans la province de Lomami

[Political Leaders, Governance, and Socio-Economic Development in the Songye Area of Lomami Province]

Désiré BABILONGO MUEPU[1]
Université Officielle de Mbujimayi/RD Congo
Email : babilongomuepu@gmail.com

Jeef MUDIMBI KAPILU[2]
Université de Lubumbashi/RD Congo
Email : jeefmudimbi@gmail.com

Lazare TSHIPINDA KASONGA[3]
Université Officielle deMbujimayi/RD Congo
Email : tshipinda2014@gmail.com

Wiliam KABEYA BADIAMBUJI[4]
Université Officielle de Mbujimayi
Email : williamkabeyabadiambuji@gmail.com

Résumé

Cet article analyse la relation entre gouvernance locale, leadership politique et développement socio-économique dans l'espace Songye, province de Lomami. Il met en évidence les pratiques de gouvernance marquées par un manque de transparence et de redevabilité, freinant l'efficacité des politiques publiques et limitant le développement économique. L'étude souligne également l'influence du leadership politique transactionnel et clientéliste, qui entrave l'inclusivité et la mise en œuvre d'initiatives durables. En s'appuyant sur une méthodologie qualitative combinant analyse documentaire, entretiens et observation participante, l'article propose des recommandations pour une gouvernance participative et un leadership orienté vers le développement.

Mots-clés : Gouvernance locale, Leadership politique, Développement socio-économique, Transparence, Redevabilité, Clientélisme, Participation citoyenne.

1 Doctorant à la Faculté de Sciences Sociales, Politiques et Administrative
2 Professeur Ordinaire à la Faculté de Sciences Sociales, Politiques et Administrative
3 Professeur à la Faculté de Sciences Sociales, Politiques et Administrative
4 Professeur Associé à la Faculté de Droit

Abstract

This article analyzes the relationship between local governance, political leadership, and socio-economic development in the Songye area of Lomami province. It highlights governance practices characterized by a lack of transparency and accountability, hindering public policy effectiveness and limiting economic development. The study also examines how transactional and clientelist political leadership impedes inclusivity and sustainable initiatives. Using a qualitative methodology that combines document analysis, interviews, and participant observation, the article proposes recommendations for participatory governance and development-oriented leadership.

Keywords : Local governance, Political leadership, Socio-economic development, Transparency, Accountability, Clientelism, Citizen participation.

0. Introduction

L'espace Songye, localisé dans la province de Lomami en République démocratique du Congo (RDC), constitue une entité géographique et socio-économique caractérisée par des potentialités significatives, tant humaines que naturelles. Cependant, ces atouts demeurent largement inexploités en raison de contraintes structurelles et institutionnelles persistantes. Parmi les principaux défis se distinguent l'insuffisance des infrastructures de base, l'accès limité aux services sociaux essentiels, ainsi que les disparités socio-économiques qui perpétuent une dynamique de sous-développement.

Dans cette configuration, les leaders politiques occupent une position stratégique au sein des processus de gouvernance locale et de mise en œuvre des politiques publiques. Leur rôle, bien que central, est régulièrement mis en question, notamment en raison de déficits en matière de redevabilité, de la prévalence de pratiques de gestion opaque des ressources publiques et de la persistance de comportements clientélistes. Ces dérives institutionnelles contribuent de manière significative à la perpétuation des vulnérabilités sociales et économiques au sein des communautés locales.

Le présent article a pour objectif d'analyser de manière rigoureuse les pratiques des leaders politiques dans l'espace Songye, en évaluant leur incidence sur les dynamiques de développement socio-économique de la province de Lomami. En mobilisant une démarche analytique à la fois contextuelle et critique, cette étude ambitionne de formuler des recommandations stratégiques en vue d'améliorer les mécanismes de gouvernance et de promouvoir des modèles inclusifs et durables de développement territorial.

L'exercice des responsabilités dans les différents secteurs de la gestion nationale met en évidence un pessimisme croissant quant à l'ancrage d'une véritable culture de service public parmi les dirigeants politiques et les gestionnaires économiques et financiers. Les analyses dominantes convergent vers l'idée que l'accès à une fonction politique ou administrative

tend à privilégier des logiques d'intérêts personnels ou partisans au détriment de la poursuite de l'intérêt général. Cette dynamique est caractérisée par une tendance des détenteurs de mandats politiques, administratifs et économiques à institutionnaliser des mécanismes de prédation, limitant ainsi toute perspective d'amélioration structurelle et durable des conditions de vie des citoyens, tout en affaiblissant les capacités stratégiques de l'État.[1]

Dans cette optique, deux principaux stéréotypes peuvent être identifiés. Le premier concerne la déviance des leaders politiques dans l'exercice de leur fonction, en lien avec le développement socio-économique. Un second stéréotype stigmatise les membres de ces milieux, notamment les notables et les leaders politiques non institutionnels, qui, bien qu'intégrés à ces environnements, en violent les règles en raison de comportements perçus comme étant le fruit d'une immoralité individuelle.

Mamadou KOULIBALY[2] met en évidence que, dans le cadre de la mondialisation, les succès et les progrès des nations reposent fondamentalement sur la capacité des dirigeants politiques à mobiliser, avec rigueur et compétence, les ressources nécessaires pour relever les défis stratégiques. En revanche, les échecs et les retards observés sont imputables aux insuffisances structurelles, aux carences organisationnelles ou aux défaillances de leadership des gouvernants.

Dans le contexte de l'espace Songye de la province de Lomami, l'analyse des leaders politiques, de la gouvernance et du développement socio-économique met en lumière la problématique de la gouvernance et de la transformation socioéconomique. Les leaders politiques locaux jouent un rôle central dans cette transformation, mais leur capacité à garantir une gestion transparente, responsable et orientée vers l'intérêt général reste souvent mise en doute. En s'appuyant sur les travaux de KOULIBALY, il est possible de soutenir que les dysfonctionnements institutionnels et la faible appropriation des principes de redevabilité résultent fréquemment d'un manque de compétence ou de volonté politique. Cette situation compromet l'efficacité des politiques publiques et entrave le développement socio-économique.

Ainsi, le développement socio-économique dans l'espace Songye de la province de Lomami dépend étroitement de la volonté des leaders politiques d'adopter une gouvernance inclusive et proactive, qui vise à améliorer les conditions de vie des populations et à promouvoir des initiatives durables.

L'espace Songye de la province de Lomami se distingue par une aggravation progressive des indicateurs de vulnérabilité socio-économique, illustrée par un enclavement marqué, une précarisation généralisée de la population, un taux de chômage particulièrement élevé, ainsi qu'une prévalence alarmante de la malnutrition et de la sous-alimentation. L'absence d'infrastructures

1 LUBANZA MUKENDI, A., et All, Profil Gouvernance Pays de la République Démocratique du Congo, Rapport final de l'Institut congolais de recherche en développement et études stratégiques « ICREDES », Juin 2021, p.20.

2 MAMADOU KOULIBALY, Leadership et développement africain, les défis, les modèles et les principes, éd. L'Harmattan, Paris, 2008, p.17.

commerciales majeures, conséquence directe d'un déficit chronique d'investissements, s'accompagne d'une quasi-inexistence d'institutions financières locales capables de soutenir l'investissement productif. De plus, la mobilité interne des populations est grandement entravée par l'état de dégradation avancée des infrastructures routières. Ces facteurs structurels combinés représentent des obstacles majeurs à tout processus de développement socio-économique durable dans l'espace Songye de la province de Lomami.

En outre, la gouvernance dans la République Démocratique du Congo, et plus spécifiquement dans l'espace Songye, se caractérise par des dysfonctionnements systémiques. Ces derniers incluent une corruption endémique, une fragilité institutionnelle chronique, ainsi qu'une marginalisation quasi systématique des populations locales dans les mécanismes de prise de décision. Dans ce contexte, il devient impératif de formuler les questionnements suivants :

- Pourquoi les pratiques de la gouvernance des leaders politiques n'aboutissent au développement socio-économique dans l'espace Songye ?
- Comment ces pratiques de gouvernance influencent-elles les dynamiques de développement socioéconomique de la région, en termes de croissance inclusive et de durabilité ?
- Quels dispositifs institutionnels, stratégiques et opérationnels peuvent être élaborés pour optimiser la gouvernance et favoriser un développement socio-économique inclusif et équitable dans l'espace Songye ?

Ce travail explore les relations entre la gouvernance locale, le leadership politique et le développement socioéconomique dans l'espace Songye de la province de Lomami. Nous formulons plusieurs hypothèses à cet égard.

Premièrement, les pratiques de gouvernance des leaders politiques dans cette région souffrent d'un manque de transparence et de redevabilité, ce qui nuit à l'efficacité des politiques publiques et freine le développement socioéconomique.

Deuxièmement, le leadership politique y est principalement marqué par des approches transactionnelles et clientélistes, limitant ainsi l'inclusivité et l'efficacité des initiatives de développement. Enfin, l'adoption de mécanismes de gouvernance participative et la promotion d'un leadership politique orienté vers le développement pourraient renforcer la transparence, améliorer la redevabilité et favoriser un développement plus équitable et durable dans cette région.

Cette analyse repose sur une méthodologie qualitative combinant la collecte de données secondaires (rapports et publications académiques), des entretiens semi-dirigés avec des acteurs locaux (leaders politiques, citoyens, organisations de la société civile) et une observation participante dans certains espaces de décision locale.

I. Fondement conceptuel et théorique

I.1. Fondement conceptuel

I.1.1. Leaders politiques

Le terme **« leader »** trouve ses origines dans la langue anglaise et a été utilisé bien avant l'émergence du concept de **« leadership »**, qui apparaît à la fin du XIXe siècle. Aujourd'hui, l'intérêt des chercheurs se concentre davantage sur la définition du concept de **leadership**, souvent au détriment d'une exploration approfondie de celui de **leader**.

Selon G.R. Terry, le leadership se définit comme une activité visant à stimuler ou à influencer les individus afin qu'ils adhèrent aux objectifs d'un groupe ou d'une organisation. Meye *et al.* (2004) précisent que le leader se distingue par sa capacité d'attraction, qui lui permet de mobiliser les autres et de conduire une équipe vers une performance durable.

Jean-Michel Plan adopte une perspective procédurale en définissant le leadership comme un processus d'orientation et d'influence stratégique exercé par un individu sur l'action collective d'un groupe. Ce processus vise à élaborer une politique et à atteindre un ensemble d'objectifs spécifiques, qu'ils soient précisément définis ou relativement généraux.[1] Le leadership prend vie à travers le leader, dont la vision stratégique et l'art de mobiliser les énergies sont essentiels pour impulser une dynamique porteuse.

A la lumière de tout ce qui précède, le leadership peut être définis comme une entité de coordination stratégique dont la mission principale est de mobiliser, motiver et orienter un groupe vers une trajectoire déterminée, dans l'optique d'atteindre des objectifs spécifiquement définis.

Plus précisément, un **leader**, au sens individuel, désigne un acteur disposant d'une capacité stratégique à concevoir une vision claire, à optimiser l'utilisation des ressources humaines et matérielles, et à orchestrer efficacement les dynamiques collectives en vue de réaliser les objectifs d'un groupe ou d'une organisation.

I.1.2. Leadership politiques du développement opposé aux leadership politiques du sous-développement

a) Leaders politiques du développement

La notion de **leadership politique du développement** met en exergue l'importance des institutions politiques, qui exercent une influence déterminante sur les structures sociales et économiques.

Dans ce cadre, les politiques d'aide au développement sont envisagées comme des stratégies propres aux leaders politiques impliqués dans le développement, englobant à la fois l'opportunité et la volonté manifeste de créer ou de maintenir des partenariats avec divers acteurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux. L'objectif de ces partenariats est de stimuler

1 JEAN MICHEL, P., op-cit, p.18.

l'économie et de favoriser le développement d'un pays, d'une province ou d'un territoire spécifique.

Selon Joël LISENGA, la notion de **leadership politique du développement** se caractérise par une forme de mobilisation et de **guidance** particulièrement préconisée dans le domaine public. Elle se réfère aux qualités essentielles qu'un leader politique ou une élite politique doit détenir pour mobiliser efficacement sa base et l'inciter à mener une action politique visant à accéder au pouvoir. Ce dernier est perçu comme un levier stratégique pour le développement (lorsque le leadership est exercé de manière efficiente) ou, à l'inverse, pour le sous-développement de la société (lorsque le leadership est marqué par la léthargie, le déficit ou des effets délétères).[1]

Ainsi, toute élite qui, par ses initiatives, ses idées, son courage, son savoir-faire et sa bravoure, parvient à induire un changement positif dans sa région (comme, par exemple, la construction d'infrastructures routières, hospitalières et scolaires, ou l'amélioration des conditions de vie de la population) exerce un leadership politique du développement.

Le leadership politique du développement relève spécifiquement de l'élite politique locale, en tant que catégorie sociale de personnes investies de la responsabilité non seulement de prendre des décisions stratégiques visant à transformer ou faire évoluer la société, mais également d'impulser une dynamique déterminante capable de fédérer la population autour des enjeux cruciaux du développement.

Dans cette perspective, les acteurs politiques locaux sont perçus comme des leaders dotés de la capacité à générer le développement ou à mettre en œuvre des actions concrètes de leadership politique en faveur du développement.

b) Leaders politiques du sous-développement

Une élite politique qui se distingue par une gestion défaillante des ressources communautaires, ancrée dans le statu quo, imprégnée de corruption et engluée dans des conflits improductifs, sans apport substantiel à l'amélioration des conditions de vie de la population, manifeste un leadership politique du sous-développement.[2]

I.1.3. Politique publique

Les politiques publiques forment les programmes d'action suivis par les autorités étatiques. C'est cette définition que retient Jean-Claude Thoenig (1985, p. 6). Après avoir repéré plus de quarante définitions, il écrit qu'« une politique publique se présente sous la forme d'un programme d'action propre à une ou plusieurs autorités publiques ou gouvernementales ».[3]

1 LISENGA BOLILA, J., Leadership politique et sous-développement en RD Congo, La ville de Kisangani et ses élites Postcoloniales, éd. L'Harmattan, Paris, 2021, p.19.
2 LISENGA BOLILA, J., op-cit p.19.
3 HASSENTEUFEL, P., Sociologie politique de l'action publique, Armand Colin, Paris, 2011, p.14.

L'expression « politiques publiques » repose sur deux concepts essentiels : celui de programme d'action et celui d'autorité publique. Un programme d'action désigne un ensemble d'initiatives diversifiées, mais articulées autour d'une cohérence, notamment en termes de finalités, et s'inscrivant dans une dynamique de durée.

I.1.4. Notions du développement et sous-développement politique

I.1.4.1. Développement politique

Le développement politique fait d'abord référence à l'architecture du système politique instauré. Ce système se distingue par une structure différenciée, englobant des institutions variées telles que les assemblées législatives, les organes exécutifs administratifs, les instances judiciaires, les partis politiques, les groupes de pression, ainsi que les organes de communication, chacun remplissant des fonctions distinctes et spécialisées au sein du dispositif politique global.[1]

I.1.4.2. Sous-développement politique

D'une manière générale, le sous-développement politique peut être considéré comme une étape qu'une société politique peut atteindre dans le processus de son évolution, et qui se caractérise par une faible participation de la population à la vie politique, une moindre intégration de la population dans la communauté nationale, ainsi que la prise de décisions par des organes non gouvernementaux et non spécialisés.[2] Le sous-développement politique peut également être perçu comme un phénomène récurrent dans l'évolution politique d'une société, en comparaison avec les régimes ou systèmes politiques des nations politiquement avancées.

Il peut se manifester par une répartition inégale des ressources de développement, qu'elles soient économiques ou sociales, opérée par les dirigeants, au détriment d'une distribution équitable entre les diverses régions ou groupes sociaux au sein du pays.[3]

I.2. Fondement théorique

I.2.1. Théorie de la gouvernance

a) Approche de la bonne gouvernance

La gouvernance constitue un concept fondamental pour l'analyse des actions des leaders politiques et de leur influence sur le développement socio-économique. Cette approche, largement promue par des institutions internationales telles que la Banque mondiale, s'articule autour de principes essentiels tels que la transparence, la redevabilité, la participation et l'efficacité. Selon les travaux de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi, la qualité de la gouvernance joue un rôle crucial dans l'atteinte du développement durable.[4] Ces principes seront examinés à travers l'analyse de la gestion des

1 MULUMBATI NGASHA, A, Introduction à la science politique, éd. Africa, Lubumbashi, 2006, p.485.
2 MULUMBATI NGASHA, A., op-cit, pp.508-509.
3 IDEM.
4 Kaufman et al., « Governance Matters VIII : Aggregate and individual Governance Indicators 1996-2008 ». Banue mondiale, Washington, D.C., 2009, pp. 12-18.

ressources publiques et de l'exécution des projets de développement dans l'espace Songye. Dans le contexte africain, la gouvernance est fréquemment modelée par des pratiques traditionnelles et confrontée à des défis contemporains, tels que la corruption et les capacités institutionnelles limitées. Ces facteurs doivent être intégrés dans l'analyse afin de saisir pleinement les dynamiques propres aux régions comme l'espace Songye.

b) Théorie de la gouvernance participative

Cette théorie a été mise en avant par Arnstein (1969), cette théorie souligne l'importance de la participation des citoyens dans la prise de décision.[1] Dans le contexte de l'espace Songye, cette perspective permet d'évaluer l'implication des populations locales dans la gestion des affaires publiques.

I.2.2. Théories du leadership transformationnel

Ce modèle met en lumière la capacité des leaders à inspirer et à motiver leurs suiveurs pour atteindre des objectifs ambitieux. Il souligne l'importance du leadership transformationnel, particulièrement dans des environnements confrontés à des défis institutionnels, comme c'est le cas dans l'espace Songye. En effet, le leadership politique joue un rôle clé dans la mise en œuvre d'une gouvernance efficace.

Selon Bass et Riggio,[2] Le leadership transformationnel s'avère particulièrement adapté dans des environnements en mutation, car il incite les leaders à motiver et à inspirer leurs communautés en vue d'atteindre des objectifs collectifs. Ce modèle de leadership se distingue du leadership transactionnel, qui se limite à une gestion administrative et à des échanges de ressources.

Dans le contexte spécifique de l'espace Songye, l'efficacité du leadership politique repose sur la capacité des dirigeants à concilier les besoins traditionnels des communautés et les exigences contemporaines de la gouvernance. Toutefois, un déficit de formation et une propension au clientélisme viennent souvent compromettre cet équilibre.

I.2.3. Théories du développement socioéconomique

Le développement socioéconomique peut être analysé à travers plusieurs théories. Amartya met en avant l'importance des « capabilités », définies comme les libertés réelles qu'ont les individus pour mener la vie qu'ils désirent. Cette approche considère le développement non seulement comme une croissance économique, mais aussi comme une expansion des opportunités sociales, politiques et éducatives.[3]

Une autre approche pertinente est celle des chaînes de valeur, qui examine comment les acteurs locaux peuvent tirer profit des ressources disponibles pour améliorer leurs conditions de vie. Dans le contexte de l'espace Songye, le potentiel de développement repose sur une meilleure utilisation des

1 Arnstein, « Une échelle de la participation citoyenne ». Journal de l'Institut Américain des Urbanistes, 1969. Vol.. 35, N°4, pp.216-224.

2 Bass et Riggio, Le leadership transformationnel, éd. Presse psychologique, New York, 2006, p. 12-15.

3 Sen Amartya, Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté, éd. Oxford University Press, Oxford, 1999, pp. 3-5.

ressources locales et une plus grande inclusion des populations dans les initiatives économiques.

I.2.4. Théories sur la corruption et la redevabilité

La théorie de l'agence explique les problèmes de gouvernance par des divergences d'intérêts entre les leaders (agents) et les citoyens (principaux).[1] Acemoglu et Robinson ajoutent que la capture des ressources par les élites freine le développement, car elle détourne les richesses publiques au produit de quelques-uns.

Dans l'espace Songye de la province de Lomami, les leaders politiques sont confrontés à des attentes fortes de leurs communautés. Toutefois, l'absence de mécanismes solides de redevabilité favorise des comportements clientélistes.

Les théories participatives trouvent une application limitée dans cette région, où les consultations communautaires sont souvent perçues comme des formalités administratives. Les politiques initiées par les leaders politiques ont des effets contrastés, souvent limités par des ressources mal utilisée ou par un manque de coordination institutionnelle.

II. Brève présentation de l'espace Songye dans la province de Lomami

Le territoire occupé par les Songye s'étend entre les 5e et 6e parallèles sud, délimité principalement par les bassins hydrographiques du Sankuru et du Lomami, avec une présence attestée au-delà de ces limites. L'héritage du découpage administratif colonial, caractérisé par un tracé arbitraire des frontières provinciales, a fragmenté cet espace ethno-culturel. De ce fait, les Songye sont actuellement répartis entre plusieurs entités administratives, notamment les provinces de Lomami, du Sankuru, du Kasaï-Oriental, du Maniema et du Tanganyika.[2]

Le Kasaï-Occidental abrite une petite fraction de Songye ayant fui les incursions répétées de Lumpungu sous la conduite de leur chef, Nsapu Nsapu, pour se réfugier à Kananga. La majorité des Songye réside dans les territoires de Kabinda et de Lubao, en province de Lomami. À Kabinda, on retrouve les Ben'Eki, Bena Milembwe, Belande, Basanga, Bakankala, Bena Majiba et Bena Mpaze. Lubao regroupe les Bekalebwe, Balaa, Bena Ngungi, Bahina, Baembe, Bena Ebombo et diverses branches des Basonge.

III. Etat de lieu et actions spécifiques de développement dans l'espace Songye

III.1. De l'état des lieux

Autrefois considéré comme le principal bassin de production agricole du Kasaï-Oriental, l'espace Songye, situé dans la province de Lomami, connaît aujourd'hui une profonde insécurité alimentaire et une précarité économique

1 Acemoglu, D., & Robinson, J.A., Why Nations Fail : The origins of Power, Properity and Poverty. Éd. Crown Business, New York, 2012, p.146.

2 DIBWE DIA MWEMBU, D., Le Chef Songye Kamanda ya Kaumbu au rendez-vous de l'histoire et de la mémoire congolaise, éd. Africa, Bruxelles, 2022, pp.13-14.

croissante. Malgré cette dégradation structurelle, il demeure un pôle stratégique d'approvisionnement en produits agricoles pour le Kasaï-Oriental.

En raison de son enclavement, l'espace Songye dépend fortement des circuits d'importation de biens manufacturés, acheminés depuis l'étranger via le Kasaï-Oriental et Kinshasa.

Le déficit infrastructurel de ses territoires, marqué par une détérioration avancée des voies de communication et des équipements socioéconomiques, entrave significativement son développement, en dépit de sa position centrale au sein du Congo-Kinshasa. Cette marginalisation structurelle, caractéristique de certains contextes socio-économiques, engendre une pauvreté systémique qui constitue l'un des principaux freins à l'innovation et au dynamisme économique. Cette précarité se manifeste à travers plusieurs dimensions interdépendantes, lesquelles impactent gravement les conditions de vie des populations et limitent leur potentiel à s'engager dans des processus de développement durable. Parmi les manifestations les plus évidentes, on retrouve :

- **L'insécurité alimentaire** : Une alimentation insuffisante et de mauvaise qualité, couplée à une instabilité des prix des denrées de première nécessité, limite les capacités des individus à subvenir à leurs besoins nutritionnels de manière régulière et durable. Cela conduit à des carences alimentaires, affectant la santé publique et la productivité des populations.
- **Le manque de logements décents** : L'absence d'infrastructures résidentielles adéquates expose les individus à des conditions de vie précaires, augmentant leur vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et aux risques sanitaires. Ce phénomène est également un frein à la mobilité sociale et à l'accès à un cadre de vie propice au développement individuel et communautaire.
- **Le manque de vêtements en quantité et en qualité suffisantes** : Le déficit en vêtements appropriés et suffisants pour la population constitue un aspect fondamental de la pauvreté. L'incapacité d'accéder à des biens de consommation essentiels, tels que les vêtements, compromet l'intégrité physique et la dignité des individus, tout en aggravant les inégalités sociales et économiques.
- **Les problèmes sanitaires** : L'accès limité aux soins de santé, l'insuffisance des infrastructures sanitaires et la présence de maladies endémiques amplifient les souffrances humaines. Ces facteurs contribuent à la dégradation de la santé publique, créant des obstacles à l'insertion professionnelle et sociale des individus, tout en engendrant des coûts économiques importants pour les sociétés affectées.
- **La carence en énergie et en eau** : L'insuffisance des services énergétiques et hydriques constitue un des obstacles majeurs au développement des activités productives et à la qualité de vie des populations. L'absence d'accès à l'électricité et à l'eau potable réduit les opportunités économiques, entrave l'accès à l'éducation et compromet la sécurité sanitaire des communautés.

- **Les difficultés d'accès à l'éducation** : Le système éducatif, souvent sous-financé et inadapté aux besoins locaux, ne parvient pas à offrir une éducation de qualité et accessible à tous. Ce déficit d'accès à l'éducation aggrave les inégalités et limite le potentiel humain des individus, freinant ainsi le développement des compétences et la formation d'une main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour dynamiser l'économie.

Les diverses manifestations de la marginalisation structurelle se nourrissent réciproquement et concourent à maintenir un cercle vicieux de pauvreté, restreignant l'accès aux opportunités économiques tout en exacerbant les inégalités sociales. L'absence d'innovations sociales et économiques dans ce contexte aggrave l'inefficacité des politiques publiques, d'où la nécessité impérieuse d'une révision systématique des approches de développement, afin de promouvoir des solutions durables et inclusives.

Dans le cadre de l'analyse des matrices de fragilité de la Province de Lomami, le Ministère du Plan de la République Démocratique du Congo, avec le soutien financier et technique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA),[1] met en évidence une capacité d'absorption des ressources limitée, l'absence de politique de protection sociale au niveau provincial, ainsi que la rareté des investisseurs et des expatriés dans la province, entre autres éléments structurants.

Le réseau routier de la province est composé de routes classées en deux catégories : d'intérêt général et d'intérêt local. La majorité de ces infrastructures sont non asphaltées et se trouvent dans un état de dégradation avancé, rendant leur entretien et leur réhabilitation d'autant plus urgents. Le transport des biens et des personnes est majoritairement assuré par des camions et des vélos.

Le secteur du transport, des communications et de l'information présente des lacunes structurelles et opérationnelles majeures à l'échelle provinciale. À ce jour, aucune entreprise de transport routier n'est établie dans la province.

La société TRANSCO, dans un effort pour pallier ce déficit, a fourni, le 17 octobre 2022, un lot de cinq véhicules de transport en commun à la province de Lomami. Toutefois, ces véhicules sont dans l'incapacité de remplir leur fonction en raison de l'état dégradé des routes, ce qui limite leur efficacité. Le transport intra-urbain repose essentiellement sur des véhicules privés et des motos, dans des conditions sous-optimales.

Le transport des personnes et des biens est rendu particulièrement complexe par la dégradation de la voirie d'accès, caractérisée par la présence de nombreux ravins. [2] La voirie urbaine souffre également de défaillances

1 Ministère du Plan de la RDC, Analyse des matrices de fragilité de la Province de Lomami, Kinshasa, Février 2019, p.43.

2 LUNKAMBA NTAMBUE NKUMBI, T., Les pistes de la mise en œuvre des provinces de : Lomami, Kasaï-Oriental et Sankuru, éd. Médiaspaul, Kinshasa, 2013, pp.37-40.

sévères, et l'introduction non réglementée des taxis-motos contribue à une désorganisation du système de transport.

La question de l'impraticabilité des routes est particulièrement significative à Kabinda, la capitale provinciale. Les principales artères de la ville sont affectées par des ravins profonds, entravant la circulation fluide des véhicules et des motos, et impactant la mobilité urbaine.

Le territoire sous étude ne dispose d'aucune infrastructure aéroportuaire opérationnelle, limitant ainsi la connectivité avec les autres provinces du pays. Par conséquent, les voyageurs sont contraints de transiter par Mbujimayi pour se rendre à Kinshasa ou Lubumbashi, augmentant ainsi les délais et les coûts de transport.

Le problème du logement et de l'habitat est particulièrement aigu, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. En zone rurale, les constructions sont principalement réalisées selon des techniques traditionnelles, utilisant des matériaux tels que les briques en terre, le chaume, la paille et le bois. En milieu urbain, bien que quelques constructions modernes existent, principalement héritées de la période coloniale, la majorité des habitations sont insalubres, engendrant des conditions de vie précaires et une promiscuité généralisée. Les infrastructures sanitaires sont insuffisantes, compromettant les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à un cadre de vie décent.

Dans les villes telles que Kabinda et Mwene-Ditu, une hétérogénéité architecturale significative est constatée, caractérisée par la coexistence de structures résidentielles modernes, conformes aux normes urbanistiques en vigueur, et d'habitations traditionnelles édifiées selon des procédés constructifs ancestraux. Cette hybridation, propre à l'environnement urbain de la province, est essentiellement imputable aux contraintes économiques sévères, lesquelles limitent l'accès de la majorité de la population à des solutions d'habitat répondant aux standards normatifs.

Sur le plan des matériaux de construction, l'analyse met en lumière une carence en entreprises locales spécialisées dans la production de matériaux adaptés aux spécificités régionales. En conséquence, les projets de construction s'appuient principalement sur des matériaux importés du Kasaï-Oriental et de Kinshasa, dont le coût demeure prohibitif pour les ménages Songye à revenus moyens. À ce jour, la majorité des structures résidentielles est réalisée en briques cuites, avec ou sans incorporation de liants cimentaires. Dans une optique de réduction des coûts, certains acteurs du secteur recourent à l'élaboration d'un liant alternatif à base de farine de manioc, lequel, lorsqu'il est homogénéisé avec des agrégats sableux, substitue efficacement le ciment traditionnel tout en assurant des performances constructives satisfaisantes.

Le non-respect généralisé des prescriptions urbanistiques a, en outre, induit des dysfonctionnements environnementaux notables, se manifestant par des phénomènes d'érosion et la formation de ravines, comme observé à Kabinda, Lubao, Mwene-Ditu, entre autres.

La problématique de l'emploi constitue une difficulté structurelle, malgré une vocation essentiellement agricole de la région. Dans cet environnement, il est observé une quasi-absence de structures commerciales, industrielles et de fabrication, ainsi qu'un déficit dans la fourniture de biens et de services susceptibles de favoriser l'intégration des jeunes sur le marché du travail.

En raison d'une diversification insuffisante des activités économiques, les populations locales migrent vers les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba, où elles intègrent plus aisément le secteur minier. Ce phénomène contribue à l'exode progressif des zones rurales et urbaines, aggravé par la pénurie d'emplois structurants.

Actuellement, le secteur agricole constitue l'activité économique dominante, facilitant l'intégration professionnelle des jeunes en quête de débouchés. Selon Théophile Lunkamba, plus de 90 % de la population est impliquée dans cette filière.

Néanmoins, en dépit de ces potentialités, le secteur agricole ne parvient pas à s'ériger en vecteur solide d'expansion économique, en raison de multiples facteurs, notamment la désarticulation des structures macroéconomiques à l'échelle nationale et l'absence d'une organisation structurée au niveau des communautés locales.

Le secteur agricole s'avère moins performant pour impulser le développement socio-économique, car l'organisation agricole en place est peu propice à une production à grande échelle.

L'agriculture se pratique généralement à la houe ; les principaux agriculteurs sont des artisans œuvrant pour leur subsistance quotidienne. Ils travaillent principalement dans le but de subvenir à leurs besoins, et les surplus de leurs rendements sont écoulés sur le marché afin d'acquérir des vêtements, du sel et d'autres produits manufacturés.

Bien que le potentiel agricole soit un levier pour stimuler le développement, on observe toutefois un désintérêt des dirigeants tant provinciaux que nationaux pour ce secteur, alors que l'agriculture semble être la principale source de revenus pour cette province.

L'augmentation de la demande en produits agricoles, combinée à une offre insuffisante, génère une pénurie alimentaire préoccupante. L'acheminement des denrées repose essentiellement sur des vélos et, plus rarement, sur des camions, mais l'état dégradé des infrastructures routières freine la fluidité des échanges, limitant ainsi les investissements dans le secteur.

Selon une étude du Ministère de l'Agriculture (1998), 71,19 % de la production agricole étaient consacrés à l'autoconsommation, tandis que 28,81 % étaient destinés au marché, principalement à Mbuji-Mayi. Cette répartition souligne l'urgence de réhabiliter la route Mbuji-Mayi-Kabinda et les voies de desserte agricole afin de renforcer l'intégration des marchés.

Les cultures dominantes incluent le maïs, le riz, le haricot, le manioc, l'arachide et l'huile de palme pour les filières industrielles. Cependant, l'absence de structures logistiques adaptées entraîne des pertes post-récolte

considérables. L'agriculture locale demeure rudimentaire, reposant sur des techniques extensives à faible productivité, telles que le brûlis et la jachère prolongée, entravant ainsi le développement du secteur. En parallèle, la détérioration des conditions sanitaires aggrave la vulnérabilité des populations. La ville de Kabinda ne dispose que de deux hôpitaux de référence (l'Hôpital général de Kabinda et la clinique universitaire de l'Université de Kabinda), insuffisants pour répondre aux besoins croissants. La quasi-absence de dépôts pharmaceutiques publics contraint les structures de santé à s'approvisionner à Mbuji-Mayi, augmentant les coûts et limitant l'accès aux soins.

L'absence d'industries locales dédiées à la transformation agroalimentaire et aux biens de première nécessité constitue un frein au développement économique. Hormis une usine de raffinage d'huiles végétales et une unité de production de craie, installées en 2022 mais aujourd'hui inactives, la région reste largement dépourvue d'infrastructures industrielles.

Par ailleurs, la province de Lomami, et en particulier l'espace Songye, est confrontée à une insuffisance critique en approvisionnement en énergie électrique, compromettant ainsi le déploiement des réseaux d'eau potable. Selon le ministère du Plan, le taux de couverture en eau potable atteint entre 15 et 20 % en milieu rural, tandis qu'il reste inférieur à 5 % en milieu semi-urbain. L'absence généralisée d'infrastructures électriques, même dans les agglomérations principales telles que Kabinda et La cité de Lubao, représente l'un des principaux obstacles au développement régional.[1]

En dépit de l'existence de chutes d'eau de forte potentialité, susceptibles de permettre l'implantation de systèmes hydroélectriques de grande capacité, la province demeure dépourvue de toute infrastructure de production électrique. Conséquemment, la population est contrainte à un accès limité à l'éclairage, tandis que la distribution de denrées périssables est compromise par une insuffisance en approvisionnement énergétique.

Le déficit énergétique constitue un obstacle majeur au développement économique, engendrant des situations de blocage pour divers investisseurs, lesquels se voient contraints par l'absence de fourniture continue de courant.

Certains points de distribution d'eaux, notamment ceux gérés par REGIDESO, reposent sur des générateurs diesel dont le fonctionnement ininterrompu 24 heures sur 24 ne peut être garanti, affectant la régularité de la fourniture.

La problématique centrale réside dans l'incapacité de la province de Lomami à satisfaire un besoin énergétique vital, et ce, malgré l'abondance de ressources naturelles potentiellement aptes à générer une production électrique continue et substantielle.

1 Ministère du plan de la RDC, op-cit, p.45.

III.2. Interventions spécifiques en matière de développement dans l'espace Songye

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques de développement dans l'espace Songye de la province de Lomami, plusieurs acteurs institutionnels et organisations de développement interviennent de manière concertée. Parmi eux figurent des services nationaux tels que l'Office des Routes (OR), l'Office des Voiries et Drainage (OVD), le Fonds National d'Entretien Routier (FONER), la REGIDESO et la Société Nationale d'Électricité (SNEL). À ceux-ci s'ajoutent divers projets et organisations non gouvernementales de développement, notamment le Programme d'Appui au Développement Rural et à l'Intégration Régionale (PADRIR), le Programme de Réhabilitation des Infrastructures Socio-Économiques (PRISE), l'UNICEF et la Coopération Technique Belge/ENABEL.

Les domaines d'intervention de ces entités couvrent des axes stratégiques prioritaires, notamment :

- L'aménagement et la réhabilitation des infrastructures routières, y compris la voirie urbaine et les routes de desserte agricole ;
- La lutte contre l'érosion et la stabilisation des sols dans les zones à risque ;
- La construction et l'équipement des infrastructures sanitaires et scolaires;
- L'édification et la modernisation des bâtiments administratifs et autres édifices publics.

III.2.1. Exécution des projets de lutte antiérosive et d'entretien routier

Dans le cadre du programme de résilience face aux phénomènes d'érosion à Kabinda, le **Fonds National d'Entretien Routier (FONER)** a procédé à l'allocation d'un financement de **360 000 USD** destiné à la mise en œuvre d'un plan d'intervention technique visant la stabilisation des sols et la protection des infrastructures stratégiques. En complément, la brigade provinciale de l'**Office des Voiries et Drainage (OVD)** de Lomami a bénéficié d'un financement additionnel de **359 000 USD**, octroyé par le FONER, afin de conduire des travaux spécifiques de lutte antiérosive sur le site de **Bena Majiba**, identifié comme zone prioritaire en raison de son exposition aux risques de dégradation avancée.

L'annonce de ces financements a été officialisée par le **gouverneur de province, Sylvain Lubamba Mayombo**, au cours d'un point de presse tenu le **23 novembre 2020**, à son retour de **Kinshasa**, où il avait pris part aux consultations stratégiques initiées par le **chef de l'État**. Ces engagements financiers s'inscrivent dans une politique globale de **renforcement des infrastructures locales**, visant à garantir la pérennité des équipements publics et à améliorer la mobilité des populations, facteur déterminant pour la dynamisation des échanges économiques.

Dans une logique d'investissement structurel, le **Gouvernement central de la République Démocratique du Congo** a alloué une enveloppe budgétaire de **750 000 000 de francs congolais**, soit **362 844 USD**,

pour la mise en œuvre de **huit projets d'envergure** dans la province de **Lomami**. L'annonce de ces investissements a été faite le **13 juillet 2021** par le **gouverneur intérimaire de la province**, à l'occasion d'une session élargie du **Conseil provincial de sécurité**, en présence des représentants du bureau de l'Assemblée provinciale, des ministres et membres de l'exécutif provincial, des directeurs provinciaux des services de sécurité ainsi que des acteurs de la société civile**.**

Par ailleurs, dans le cadre des mesures d'atténuation des impacts environnementaux et de préservation des infrastructures urbaines, un **financement spécifique de 1 000 000 USD** a été mobilisé pour le **traitement du ravin de l'UNILO à Kabinda**, représentant **50 % des ressources nécessaires** au lancement effectif des travaux. Cette initiative vise à endiguer un phénomène de dégradation avancée, dont les répercussions menacent directement la stabilité des équipements urbains et l'intégrité des espaces habités.[1]

Dans la province de Lomami, le projet Tshilejelu a été prévu d'être mis en œuvre dans deux villes : Kabinda, le chef-lieu, où 10 km de routes seront aménagés, et Mwene-Ditu, où 5 km de routes seront réhabilités. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme d'entretien routier, visant à désenclaver l'espace Grand Kasaï.**[2]**

L'exécution effective des travaux inscrits dans le Programme de Développement des 145 Territoires de la République Démocratique du Congo a été annoncée pour juillet 2022 dans cinq territoires de la province de Lomami. Ces travaux seront réalisés par l'entreprise BCCKO, attributaire du marché d'exécution, en collaboration avec des structures locales qui seront recrutées dans le cadre du projet. Cette information a été communiquée à la presse locale de Kabinda le mardi 29 mars 2022 par le président de l'Assemblée provinciale, à la suite de sa participation au séminaire national d'appropriation du projet tenu à Kinshasa.

Outre les fonds d'investissement alloués par l'État aux provinces et territoires, diverses organisations non gouvernementales (ONG) interviennent également à travers des mécanismes de financement complémentaires. À cet effet, le Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient (PADRIR) avait annoncé un financement de 35 millions de dollars américains pour des projets dédiés aux secteurs du développement et de l'agriculture dans la province de Lomami.

Cette annonce a été faite le jeudi 10 mars 2022 par le ministre provincial de l'Agriculture, Pêche et Élevage (AGRIPEL) et du Développement rural, Me Séraphin KALOMBO MAKADI, lors de la clôture d'un atelier de concertation tenu à Mbuji-Mayi. Cet événement avait réuni les acteurs institutionnels et les opérateurs privés impliqués dans le développement rural et l'agriculture.

1 www.lomaminews.net
2 www.acpcongo.com

Baptisé « Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient (PADRIR) », ce projet est placé sous la supervision du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Selon Me Séraphin KALOMBO MAKADI, le programme visait principalement l'amélioration de la logistique agricole par l'optimisation des infrastructures de transport, facilitant ainsi l'acheminement des produits agricoles des zones de production vers les centres de consommation. La mise en œuvre prévoit des travaux de réhabilitation et d'entretien des routes de desserte agricole. En ce qui concerne la province de Lomami, les interventions du programme couvriront les territoires de Lubao, Ngandajika et Kabinda.

III.2.2. Analyse de l'état d'avancement des projets financé

L'analyse de l'état d'avancement des projets financés met en évidence une exécution partielle, marquée par des retards significatifs. Certains projets, notamment ceux relatifs à la réhabilitation des routes et des voiries urbaines, restent inachevés, entraînant un maintien des difficultés de mobilité, particulièrement à Kabinda-Ville, où une part substantielle des fonds avait été affectée.

Malgré l'importance des ressources financières allouées, l'impact attendu sur la fluidité de la circulation, tant en milieu urbain que rural, demeure limité. Les observations de terrain révèlent une absence d'améliorations tangibles depuis 2015, remettant ainsi en question l'efficacité de l'exécution des projets. Cette situation est illustrée par les images ci-dessous, témoignant des écarts entre les engagements pris et la réalité observée sur le terrain.

Avenue Kabinda Nkande à Kabinda



Image tirée lors de la visite de la Directrice Nationale de FONER à Kabinda en 2021.

Avenue Ya Kawumbu à Kabinda



Avenue Ya Kawumbu dans la ville de Kabinda. (Photo capturée en Novembre 2021).

IV. Différentes causes du sous-développement dans l'espace Songye

Le sous-développement persistant de l'espace Songye dans la province de Lomami résulte de multiples facteurs structurels et institutionnels. L'enclavement de la province, dû au manque d'infrastructures routières adéquates, entrave la circulation des biens et des personnes, limitant ainsi

les échanges économiques et l'attractivité des investissements. De plus, l'absence d'une autonomie effective de la province restreint sa capacité de décision et d'initiative en matière de développement. L'héritage économique de la colonisation belge, qui a cantonné la région à une agriculture artisanale, a freiné la diversification des activités productives et l'industrialisation.

À cela s'ajoute une culture politique paroissiale marquée par un attachement aux logiques identitaires et clientélistes, réduisant la vision stratégique du développement. La province souffre également d'une faible capacité de mobilisation des ressources financières, ce qui limite le financement des projets de développement. Par ailleurs, l'amateurisme des leaders politiques, souvent issus du népotisme, compromet la gouvernance et la gestion efficace des affaires publiques. Ce phénomène est aggravé par le détournement des deniers publics, réduisant ainsi les moyens destinés aux infrastructures et aux services sociaux. Enfin, la province peine à exploiter efficacement ses ressources naturelles, faute d'expertise et de stratégies adaptées, ce qui perpétue son retard économique.

L'ensemble de ces facteurs contribue à maintenir l'espace Songye dans un cycle de sous-développement, nécessitant des réformes structurelles et une gouvernance plus efficace pour enclencher une dynamique de progrès durable.

a) Manque des infrastructures routières et l'enclavement de la Province

La province de Lomami, nouvellement créée en 2015, se trouve confrontée à une série de défis majeurs pour son développement, parmi lesquels figurent l'insuffisance des infrastructures routières et l'enclavement. Les infrastructures héritées du processus de démembrement témoignent d'une situation structurelle défavorable qui entrave de manière significative les initiatives de développement à l'échelle provinciale, en particulier dans l'espace Songye.

Dans son ensemble, l'espace Songye souffre de l'absence de routes asphaltées, condition essentielle à la facilitation de l'évacuation des produits agricoles et à l'intégration des biens extérieurs. Les infrastructures routières existantes, principalement constituées de pistes en terre battue, ne permettent qu'une circulation difficile, notamment pour les camions lourds, en raison de l'usure accélérée des routes après chaque période de ruissellement des eaux de pluie, ce qui aggrave le délabrement des voies et augmente les coûts de transport.

b) Manque d'autonomie effective de la Province

Une des principales causes du sous-développement socio-économique de l'espace Songye dans la province de Lomami réside dans l'absence d'autonomie effective des provinces en République Démocratique du Congo. Afin de promouvoir le développement des provinces, le législateur congolais a institué le principe de la retenue à la source des recettes à caractère national avant leur transfert au gouvernement central. Cependant, cette

disposition demeure largement inapplicable, et les provinces continuent de faire face à de nombreuses difficultés structurelles.

En vertu de l'article 175 de la Constitution de la République Démocratique du Congo, il est stipulé que « la part des recettes à caractère national allouée aux provinces est fixée à 40 % et doit être retenue à la source ». Toutefois, bien que cette exigence légale existe, les services fiscaux responsables du recouvrement et de la centralisation des recettes, à savoir la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires et Domaniales (DGRAD) ainsi que la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA), ne sont pas habilités à retenir même un seul franc congolais au niveau provincial avant le transfert de ces fonds vers le niveau national.

Depuis 2006, les provinces expriment leur mécontentement quant à l'absence de mise en œuvre effective de la retenue à la source et subissent des retards considérables dans leur développement. De multiples plaidoyers ont été adressés au gouvernement central afin d'encourager la mise en pratique de cette disposition constitutionnelle, garantissant la restitution de 40 % des recettes à caractère national, mais ces efforts ont jusqu'ici échoué à produire les résultats escomptés.

c) La vocation purement agricole artisanale laissée par la colonisation belge

L'espace Songye, situé dans la province de Lomami, possédait une vocation exclusivement agricole en raison de la culture du coton instaurée par les colonisateurs belges. Le grenier agricole de cette culture s'étendait sur l'ensemble des territoires de Kabinda et de Lubao, ainsi que sur une large portion du territoire de Ngandajika. L'agriculture de la région tendait vers une industrialisation, facilitée par l'implantation d'usines de traitement du coton et de transformation d'huiles végétales à partir des graines de coton.

Cependant, l'effondrement de la société cotonnière a compromis cette vocation agricole, qui aurait pu constituer un levier stratégique pour l'émergence et le développement économique de la région. L'agriculture pratiquée aujourd'hui demeure largement artisanale, limitant ainsi le potentiel de développement attendu. En l'état actuel, le secteur agricole joue un rôle marginal dans la dynamisation du développement socio-économique, en raison de l'organisation de la production qui, peu structurée, ne favorise pas l'industrialisation. L'activité agricole reste essentiellement orientée vers l'autosubsistance, sans perspectives de transformation à grande échelle.

d) Problème de la culture politique paroissiale

La culture politique paroissiale au sein de l'espace Songye désigne une approche politique où les intérêts individuels, communautaires ou ethniques prévalent sur l'intérêt général. Cette dynamique exerce un impact délétère sur le développement socio-économique de la région, en engendrant des divisions profondes et en entravant la mise en place d'une gouvernance inclusive et collaborative. Dans ce contexte, les acteurs politiques privilégient fréquemment des stratégies fondées sur des loyautés ethniques, familiales

ou tribales, au détriment de l'élaboration de politiques publiques orientées vers le bien-être collectif. Une telle pratique contribue à un déficit de coopération entre les différentes communautés et inhibe l'efficacité des initiatives politiques, les projets de développement étant souvent perçus comme des leviers visant à favoriser un groupe particulier, plutôt que comme des instruments visant à améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population.

Cette situation engendre des tensions intercommunautaires, la marginalisation de certaines populations et une gestion des ressources publiques marquée par des disparités. En conséquence, l'édification d'une gouvernance transparente et responsable devient un défi majeur, et les processus de développement socio-économique stagnent, les acteurs politiques étant davantage préoccupés par la consolidation de leur pouvoir local et leurs alliances ethniques que par le progrès global de la région.

e) Moindre capacité de mobilisation des ressources financières

L'action publique peine toujours à s'imposer dans l'espace Songye, au sein de la province de Lomami, en raison de la faiblesse des capacités de mobilisation des ressources financières. Chaque année, les édits budgétaires adoptés au niveau provincial se heurtent à des difficultés d'exécution, faute d'une collecte efficiente des recettes par le gouvernement provincial. Jusqu'à présent, la province n'a pas su structurer un mécanisme efficace pour canaliser et optimiser les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des projets de développement envisagés.

La régie financière provinciale (DGRLO) souffre d'un manque criant de personnel qualifié capable d'instaurer des stratégies efficaces de collecte et de gestion des recettes provinciales. Les recrutements, dictés par des considérations politiciennes, favorisent l'accès à ces postes de personnes dépourvues d'expérience et de compétences avérées dans le domaine. En conséquence, la rigueur dans le contrôle et la gestion des finances publiques demeure largement insuffisante.

Selon C. Wright Mills, l'élite se compose de cercles politiques, économiques et militaires qui, au sein d'un système complexe d'interactions, détiennent le pouvoir de décision sur des questions majeures[1]. Dans cette perspective, les leaders politiques de l'espace Songye auraient dû initier des réformes ambitieuses pour renforcer la mobilisation des recettes et garantir un développement effectif de la province.

f) L'amateurisme des leaders politiques dû à la pratique du népotisme politique

Le leadership politique constitue un facteur déterminant dans l'évolution et la structuration des sociétés. La qualité d'un leader influe directement sur le niveau de développement de la communauté qu'il représente et oriente les dynamiques sociopolitiques locales.

1 WRIGHT MILLS, C., Cité par TSHIAMALA MUJANGI I., Elite et société en RDC, Elite-gâchette et Elite-Gachis, éd. Presse Universitaire de Mbujimayi, Mbujimayi, 2014, p.3.

Depuis 2006, l'intégration des territoires de l'ancien district de Kabinda dans les enjeux politiques nationaux a évolué, passant d'une entité administrative subalterne à une province à part entière. Cette reconfiguration institutionnelle a favorisé l'émergence d'acteurs politiques autrefois marginalisés sur la scène congolaise. Désormais, ces leaders revendiquent une légitimité politique et un droit d'intervention aussi bien à Lomami qu'au-delà de ses frontières. Le processus de démembrement amorcé en 2015 a introduit une nouvelle donne, notamment en matière de développement territorial.

L'accession de la province de Lomami à l'autonomie administrative vis-à-vis du Kasaï-Oriental aurait pu catalyser une transformation significative, tant à l'échelle provinciale que dans chacun de ses territoires, en stimulant son développement socio-économique. L'émergence d'un nouvel écosystème politique, caractérisé par l'implication accrue des acteurs politiques Songye, aurait pu générer des répercussions positives sur les conditions de vie des populations locales. Toutefois, cette dynamique n'a pas produit les effets escomptés en raison d'une immaturité politique persistante, illustrée par une gestion inefficace des affaires publiques, un déficit d'initiatives et une faible capacité d'innovation.

g) Détournement des deniers publics

Le principal fléau qui affecte l'espace Songye dans la province de Lomami est avant tout d'ordre moral. Les leaders politiques en place semblent avoir relégué au second plan les principes éthiques fondamentaux qui régissent l'exercice du pouvoir, notamment l'obligation morale et la responsabilité. Leur gestion est davantage marquée par une quête effrénée d'enrichissement personnel et une accumulation disproportionnée de capitaux.

Afin de consolider leur influence, ces acteurs politiques ont considérablement accru leur fortune en détournant les recettes publiques, en raison d'un déficit manifeste de patriotisme. Les détournements récurrents des fonds de fonctionnement de plusieurs ministères provinciaux ainsi que des fonds d'investissement, dénoncés dans une motion de défiance à l'encontre du gouvernement provincial précédent, illustrent de manière explicite cette dérive institutionnelle.[1]

On constate encore un dysfonctionnement au sein du gouvernement, entraînant sa paralysie. Cette situation découle du retrait de certaines attributions à des ministres au profit d'autres, perçus comme bénéficiant d'une plus grande confiance de la part des principaux décideurs politiques.

h) La capacité limitée d'exploiter les ressources naturelles

El Hadji Madior Cissé s'exclame en ces termes : « Les choses peuvent évoluer en faveur de ceux qui, aujourd'hui, attendent avec, au fond du cœur, la détermination de ne pas laisser aux autres l'audace de leur confisquer ce qui

1 Lire la Motion de défiance du 27 Mai 2021 contre le son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province de Lomami LUBAMBA MAYOMBO Sylvain, et l'arrêté Provincial N°01/002/CAB/PROGOUV/LOM/2016 du 06 Octobre 2016 fixant les attributions des Ministres Provinciaux de Lomami.

leur appartient encore… Ce qui nous reste, ce sont ces précieuses richesses, rares et inexploitées, que recèlent nos sols et sous-sols ».[1]

L'insuffisance de l'action politique dans la mise en œuvre d'un développement socio-économique durable au sein de l'espace Songye découle également d'une capacité restreinte à exploiter de manière optimale les ressources naturelles disponibles. Par ailleurs, la politique des pouvoirs publics n'a pas encore été orientée de manière effective vers la valorisation des richesses naturelles en vue de stimuler l'économie. L'ensemble de la province de Lomami dispose de ressources naturelles variées et considérables, susceptibles de favoriser son développement socio-économique, sous réserve d'un accompagnement adéquat et d'une volonté politique clairement affirmée. Les ressources naturelles disponibles sont principalement exploitées de manière artisanale, ce qui limite leur exploitation à une échelle industrielle capable de générer un nombre substantiel d'emplois, de réduire le taux de chômage et d'augmenter le revenu national brut.

En outre, les données recueillies sur le terrain, à partir d'entretiens avec divers acteurs politiques de la région, indiquent que les carrés miniers de la province de Lomami sont actuellement occupés par des sociétés minières ayant remporté les appels d'offres pour leur exploitation. Ces sociétés s'acquittent de manière régulière des rentes minières, cependant, celles-ci n'atteignent pas la caisse provinciale. Selon les mêmes sources, ces rentes étaient versées sans difficulté avant le démembrement des provinces, au sein du compte de la province du Kasaï-Oriental dans sa configuration antérieure. Depuis ce démembrement, les procédures de recouvrement de ces fonds rencontrent des obstacles majeurs, entraînant une perte annuelle d'environ 200 000 $ pour la province, somme dont l'affectation reste indéterminée.

V. Contribution des leaders politiques au développement de l'espace-Songye

V.1. Leaders politiques et développement socio-économique

Dans l'espace Songye de la province de Lomami, l'hypothèse selon laquelle les leaders politiques n'apportent pas une contribution significative au développement socio-économique de la région trouve une confirmation évidente à travers divers indicateurs de performance. Parmi ces derniers, l'enclavement profond de la région et le délabrement avancé des infrastructures routières se révèlent être des indicateurs cruciaux de la défaillance de l'action publique. L'état des infrastructures de transport, essentiel au développement économique et à l'intégration de la région dans les circuits économiques nationaux et internationaux, reflète directement l'inefficacité des politiques publiques menées par les autorités locales.

À titre d'exemple, l'état des routes urbaines à Kabinda, chef-lieu de la province, témoigne d'une vétusté manifeste. Ces infrastructures, qui devraient faciliter les échanges commerciaux, l'accès aux services publics et

1 EL HADJI MADIOR, C., pour un autre développement, l'acte 3 de la décentralisation dans la dynamique du changement, éd. L'Harmattan, Dakar, 2022, pp.17-18.

la mobilité des habitants, sont dans un état de dégradation avancée. Ce constat est révélateur d'une négligence systématique dans l'allocation des ressources publiques, malgré la disponibilité de financements alloués à la réhabilitation des infrastructures de transport. L'incapacité des autorités locales à mener des actions concrètes pour la modernisation de ces infrastructures contribue à l'isolement de la région, limitant ainsi son potentiel de développement.

De plus, le taux de chômage élevé, persistant et largement sous-estimé par les acteurs politiques, accentue la précarité socio-économique des populations locales. L'absence de politiques publiques soutenant la création d'emplois durables, notamment à travers le développement de projets d'infrastructure ou d'initiatives économiques locales, souligne une déconnexion évidente entre les priorités des leaders politiques et les besoins pressants de la population.

Ces éléments convergent pour affirmer l'hypothèse de l'absence de contribution substantielle des leaders politiques au développement de la région. En dépit des ressources disponibles, les autorités n'ont pas su ou n'ont pas voulu initier des projets de développement durables, capables de résoudre les problèmes d'enclavement, de chômage et de dégradation des infrastructures. Ce constat met en lumière une absence criante de volonté politique et un déficit d'engagement envers les besoins fondamentaux des populations, renforçant ainsi la thèse de l'inaction des dirigeants locaux face aux enjeux socio-économiques de la région. L'impasse actuelle témoigne non seulement de l'absence d'une véritable vision de développement, mais aussi d'un manque flagrant de responsabilité dans la gestion des affaires publiques.

V.2. Responsabilités des leaders politiques face au sous-développement socio-économique de l'espace Songye

Les leaders politiques de l'espace Songye sont fréquemment accusés de freiner le processus de développement socio-économique dans la région. Les études de terrain montrent que les fonds d'investissement alloués par le pouvoir central, sous forme de rétrocessions, ne sont pas utilisés de manière appropriée pour financer les projets de développement.

D'une part, certains leaders des territoires de Kabinda et de Lubao montrent un désintérêt flagrant pour les enjeux de développement. Parfois, ils entravent activement les initiatives de progrès pour nuire à leurs adversaires politiques, contribuant ainsi à la perpétuation d'un cycle de sous-développement. D'autre part, d'autres leaders se considèrent comme des ayants droit au chapitre, réclamant des privilèges dans la gestion des ressources locales, et n'hésitent pas à saboter des projets de développement initiés par leurs rivaux. Ces attitudes divisent davantage la région et bloquent toute dynamique de coopération nécessaire au progrès.

Cette situation est alimentée par des intérêts personnels et matériels, créant des conflits violents, des trahisons, et des manipulations politiques qui nuisent à l'efficacité des projets de développement. En conséquence, de

nombreux projets restent inachevés ou mal exécutés, freinant ainsi la croissance de l'espace Songye.

Malgré cela, certaines actions de développement restent sous l'initiative du pouvoir central. Cependant, le gouvernement provincial invoque une dépendance de 98 % vis-à-vis du niveau national pour lancer ses projets. Cela semble contredire les dispositions constitutionnelles, notamment les articles 202, 203 et 204, qui définissent clairement les compétences respectives du pouvoir central et des provinces. [1] Dès lors, la question se pose : quelle est la réelle fonction des recettes relevant de la compétence exclusive des provinces ?

Cette incohérence entre la gestion des ressources et les principes constitutionnels souligne la nécessité d'une clarification des rôles pour favoriser un développement plus cohérent et efficace dans l'espace Songye.

Les initiatives provinciales n'ont pas permis de déboucher sur un véritable développement. Bien que le pouvoir législatif provincial puisse créer des ressources financières par la voie d'édits, comme prévu par la Constitution et la loi sur la libre administration des Provinces, l'autonomie provinciale devrait être un atout pour le développement, et non un obstacle. Elle permet aux provinces de s'auto-prendre en charge.

Le 40 % des recettes nationales, longtemps réclamé par les provinces, n'est qu'un levier parmi d'autres. La véritable source de financement pour leur développement réside dans les compétences exclusives des provinces, énumérées à l'article 204 de la Constitution. Cependant, en l'absence de gestion transparente des fonds d'investissement, ce pourcentage risque de favoriser l'enrichissement illicite des acteurs concernés.

Certaines initiatives de désenclavement lancées par le pouvoir central dans l'espace Songye sont restées sans effet, agissant ainsi comme un frein au développement de cette région déjà enclavée. Les projets financés par le gouvernement provincial n'ont pas non plus produit de résultats visibles. De plus, les initiatives du pouvoir central sont parfois suspendues sans explication, et les fonds alloués sont redirigés vers des destinations inconnues.

V.3. Principaux obstacles à la contribution des leaders politiques locaux au développement socio-économique

Plusieurs obstacles entravent la capacité des leaders politiques de l'espace Songye à favoriser une croissance durable et inclusive. En effet, comme on peut le remarquer, plusieurs des faits évoqués précédemment mettent en évidence les principaux obstacles à la contribution des leaders politiques locaux au développement socio-économique de l'espace Songye.

Il s'agit notamment des atrocités commises par les leaders politiques dans la gestion des fonds d'investissement du pouvoir central, ainsi que du manque de clarté concernant les recettes à caractère provincial et leur impact visible sur le développement des territoires. L'hémorragie financière préoccupe un

1 Article 202, 203 et 204 de la Constitution de la RDC du 18 Février 2006 telle que modifiée à ces jours.

grand nombre d'acteurs locaux et fait la une des médias dans l'espace Songye.

VI. Perspectives

Le développement socio-économique de l'espace Songye nécessite une refonte structurelle du leadership politique. Il s'agit principalement de la transition du leadership politique du sous-développement, vers le leadership politique du développement. Il est impératif d'instaurer une gouvernance axée sur la transparence, la redevabilité et l'éthique afin d'éliminer les pratiques de corruption et de gestion opportuniste qui entravent l'essor de cette contrée. L'implication effective des communautés locales dans le processus décisionnel constitue un levier stratégique pour aligner les politiques publiques sur les besoins réels des populations. Une gouvernance participative renforcerait la légitimité des institutions, favoriserait la confiance entre gouvernants et gouvernés, et permettrait une gestion plus inclusive et durable des ressources.

Par ailleurs, le renforcement des capacités des acteurs politiques est un impératif. Des formations en gouvernance, en planification stratégique et en gestion des finances publiques permettraient d'améliorer la qualité des décisions et d'optimiser l'allocation des ressources en faveur du développement local.

L'amélioration du climat des affaires et la mise en place d'un cadre institutionnel incitatif pour les investisseurs constituent également des priorités stratégiques. La stimulation des investissements, la modernisation des infrastructures et l'accès au financement pour les entrepreneurs locaux peuvent générer une croissance économique soutenue et inclusive. L'instauration d'une culture de l'éthique et du sens du service public est essentielle pour ancrer l'action politique dans une perspective de développement durable. La mise en place de mécanismes de contrôle rigoureux et de sanctions effectives contre les dérives administratives garantirait un environnement institutionnel plus intègre et efficient.

En définitive, l'évolution vers un leadership politique visionnaire, fondé sur la gouvernance moderne et la responsabilité publique, constitue un atout pour le développement socio-économique de l'espace Songye. L'engagement des décideurs à adopter des pratiques de gestion rigoureuses et axées sur l'intérêt général demeure une condition importante pour l'épanouissement durable de cette région.

VIII. Conclusion

Cette étude a permis de démontrer que le sous-développement persistant dans l'espace Songye de la province de Lomami découle principalement des lacunes dans la gouvernance et des actions inefficaces des leaders politiques. En effet, la corruption, le détournement des deniers publics, l'absence de vision stratégique et la culture politique paroissiale ont créé un climat défavorable au développement socio-économique.

Ces facteurs, combinés à une faible capacité de mobilisation des ressources locales et à l'enclavement de la région, ont empêché l'émergence d'une dynamique de progrès durable. Toutefois, l'analyse met également en lumière les opportunités inexploitées, telles que les ressources naturelles abondantes, la vocation agricole de la région et le potentiel humain local. Ces éléments pourraient constituer une base solide pour amorcer le processus de transformation, à condition que des mesures adéquates soient prises pour améliorer la gouvernance et responsabiliser les leaders politiques.

Pour inverser la tendance, il est impératif de passer d'un leadership politique centré sur les antivaleurs à un leadership axé sur la transparence, la redevabilité et l'engagement envers le bien-être collectif. Cette transition exige également une implication accrue des acteurs locaux, y compris la société civile, dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement.

En conclusion, la transformation de l'espace Songye repose sur la mise en place d'une gouvernance efficace et inclusive, soutenue par un leadership politique conscient et responsable. Il s'agit d'une condition sine qua non pour briser le cercle vicieux du sous-développement et favoriser une croissance durable au bénéfice des générations présentes et futures.

IX. Bibliographie

Acemoglu, D., & Robinson, J.A., Why Nations Fail : The origins of Power, Properity and Poverty. Éd. Crown Business, New York, 2012.

Bass et Riggio, Le leadership transformationnel, éd. Presse psychologique, New York, 2006.

Commission Technique de planification des stratégies de développement de la Province de Lomami, Plan directeur du développement de la province de Lomami, éd. Lomami, 2007.

EL HADJI MADIOR, C., pour un autre développement, l'acte 3 de la décentralisation dans la dynamique du changement, éd. L'Harmattan, Dakar, 2022.

HASSENTEUFEL, P., Sociologie politique de l'action publique, Armand Colin, Paris, 2011.

JEAN MICHEL, P., Théories du leadership, Modèles classiques et contemporains, éd. Dunod, Paris, 2015.

LISENGA BOLILA**,** J., Leadership politique et sous-développement en RD Congo, La ville de Kisangani et ses élites Postcoloniales, éd. L'Harmattan, Paris, 2021.

LUNKAMBA NTAMBUE NKUMBI, T., Les pistes de la mise en œuvre des provinces de : Lomami, Kasaï-Oriental et Sankuru, éd. Médiaspaul, Kinshasa, 2013.

MAMADOU KOULIBALY, Leadership et développement africain, les défis, les modèles et les principes, éd. L'Harmattan, Paris, 2008.

MULUMBATI NGASHA, A, Introduction à la science politique, éd. Africa, Lubumbashi, 2006.

Sen Amartya, Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté, éd. Oxford University Press, Oxford, 1999.

TSHIAMALA MUJANGI, I., Elite et société en RDC, Elite-gâchette et Elite-Gâchis, éd. Presse Universitaire de Mbujimayi, Mbujimayi, 2014.

Arnstein, « Une échelle de la participation citoyenne ». Journal de l'Institut Américain des Urbanistes, 1969. Vol.. 35, N°4.

Kaufman et al., « Governance Matters VIII : Aggregate and individual Governance Indicators 1996-2008 ». Banue mondiale, Washington, D.C., 2009.

Ministère du Plan de la RDC, « Analyse des matrices de fragilité de la Province de Lomami », Kinshasa, Février 2019.

WILLAME, J.C., VERHAEGEN, B., (dir), « Les structures du Congo, structure et fonctionnement, Lomami-Kivu Central », C.E.P, N°4, Université de Lovanium, Léopoldville, 1964.

LUBANZA MUKENDI, A., et All, Profil Gouvernance Pays de la République Démocratique du Congo, Rapport final de l'Institut congolais de recherche en développement et études stratégiques « ICREDES », Juin 2021.

VYANEY AN'KORO, Les politiques publiques d'autonomie provinciale et locale et les défis du développement autocentré en République Démocratique du Congo. Regard sur le Katanga, Thèse de doctorat en Sciences Politiques et Administratives, UNILU, Juin 2015.

Arrêté Provincial N°01/002/CAB/PROGOUV/LOM/2016 du 06 Octobre 2016 fixant les attributions des Ministres Provinciaux de Lomami.

Constitution de la RDC du 18 Février 2006 telle que modifiée à ces jours.

Lire la Motion de défiance du 27 Mai 2021 contre le son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Province de Lomami LUBAMBA MAYOMBO Sylvain.



PARTENAIRES ET RESEAUX

ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER INTERNATIONAL CENTRE

CAIRN.INFO CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

diliCOM LE RÉSEAU DU LIVRE

Banque du Livre asbl

doi

Crossref Content Registration

MEDIATHEQUE DÉPARTEMENTALE du Gers

MOUVEMENT LAUDATO SI' Catholiques pour notre maison commune

parcours formation

MOOC Gestion de Projet

MAXITY

CS4ME CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

10.000 {CODEURS} 2015-2025

UNITED FOR HUMAN RIGHTS

COPAS

RESEAU ELIKYA

FORUM INTERNATIONAL de GOMA pour la RESOLUTION des CONFLITS

Youth for Human Rights International

AGAPE asbl

REVUE PLURIDISCIPLINAIRE AFRICAINE DE L'ENVIRONNEMENT

AS

AGOS EFFICACITÉ SOLIDARITÉ PAIX

IJAS

Scopalto ACADEMIA

Editions Lumumba, un nouvel élan de l'édition africaine

10, avenue de la Moto x boulevard Ms'iri, Quartier Gambela, commune de Lubumbashi, ville de Lubumbashi, République démocratique du Congo
Tél. : 00243 90 433 70 19
Mail : contact@editionslumumba.com
www.editionslumumba.com

Imprimé en République démocratique du Congo

©Edition Lumumba, décembre 2024

Afrindala Group
« New African Generation »
www.afrindalagroup.com

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse (APANAEFJ)
Courriel : info@apanaefj.org
Site web : www.apanaefj.org

Siège : 10, Avenue de la Moto croisement Boulevard M'siri, Ville de Lubumbashi, RD Congo

APANAEFJ

REVUE PANAFRICAINE DE LA JEUNESSE

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Publiée par les Editions Lumumba
Avec le soutien
d'Afriscience

&

Association Panafricaine pour l'Encadrement et
la Formation de la Jeunesse
(APANAEFJ)

Courriel : rpj@apanaefj.org
Site web : www.apanaefj.org
Tél. (+243) 973738975
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo